

ACTION NON-VIOLENTE COP21



Mobilisés pour stopper Amazon avant qu'il ne soit trop tard !

Tours – 4 Décembre 2020

Aujourd'hui, jour du Black Friday, plusieurs militants d'ANV-COP21 ont mené des actions d'affichage et déposé des murs de cartons à Tours (Permanence de Philippe Chalumeau) et Joué-Lès-Tours (Permanence de Fabienne Colboc) afin de rendre visible la complicité d'Emmanuel Macron et des députés de la majorité dans l'implantation d'Amazon en France. Alors qu'une étude sortie aujourd'hui révèle que le e-commerce détruit massivement des emplois en France et dans le reste de l'Europe, Emmanuel Macron refuse toujours de respecter la demande de la Convention Citoyenne pour le Climat d'instaurer un moratoire sur les entrepôts de e-commerce pour stopper leur expansion. Dans une période où les faillites et licenciements en cascade se poursuivent dans le commerce physique, une dizaine de nouveaux entrepôts Amazon sont en cours d'autorisation par l'Etat. D'autres actions ont lieu aujourd'hui dans toute la France afin de stopper Amazon avant qu'il ne soit trop tard (2).



A l'heure où Jeff Bezos et Amazon sont les grands gagnants du confinement au détriment des commerces locaux, Emmanuel Macron maintient sa volonté d'écarter les entrepôts e-commerce du moratoire sur les zones commerciales, ignorant la volonté des 150 citoyens tirés au sort. Et tant pis si ces nouveaux entrepôts se font au prix de la destruction de dizaines de milliers d'emplois dans les commerces de proximité, d'une explosion du nombre de produits importés, d'une évasion fiscale et d'une fraude à la TVA toujours plus massive ou du recours aux transports les plus polluants, comme le fret aérien..

Une étude sortie aujourd'hui par 2 économistes révèle qu'en prenant en compte l'ensemble des secteurs nécessaires à son fonctionnement, **le e-commerce a détruit en France 81 000 emplois net entre 2007 et 2018 dans le commerce non-alimentaire et menace d'en détruire 68 000 supplémentaires d'ici 2028 si aucune mesure n'est prise (3)**. Les commerces de proximité sont les plus lourdement impactés par ces destructions d'emplois.

“L'étude révèle que lorsqu'1 emploi est créé dans les grandes enseignes de e-commerce, 6 emplois sont détruits dans les petits commerces. En tant que leader de la vente en ligne en France, la responsabilité d'Amazon dans ces destructions d'emploi ne fait plus aucun doute, de même que la nécessité de stopper les nouveaux projets d'entrepôts de e-commerce pour empêcher le scénario de se réaliser.

Les militants ont décidé de passer à l'action car il y a urgence : le projet de loi “Convention Citoyenne pour le climat” devrait être présenté dans les prochains jours et voté à partir de mars. Il s'agit de la dernière occasion de stopper l'expansion d'Amazon en France. 14 sites Amazon ont déjà ouvert depuis 1 an en France et une dizaine de nouveaux entrepôts sont sur le point de voir le jour.



© Fabrizio TOMMASINI

Les discours, édulcorant la situation, des députés de la majorité sur le sujet laissent à penser qu'ils se rangeront du côté du Président et refuseront d'inclure les entrepôts de e-commerce dans le moratoire sur les équipements commerciaux. C'est ce risque de complicité de toute la majorité LREM au Parlement que les militants dénoncent aujourd'hui !

A Montbert, Petit-Couronne (Métropole de Rouen), Fournès (Pont du Gard), Quimper, ou Belfort, les élus locaux acceptent des projets d'entrepôts Amazon sur le territoire en avançant deux arguments : **les emplois créés et les recettes fiscales que cela leur permet de percevoir.** Selon ANV COP21 -Tours« *il n'en est rien, puisque la multinationale détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée et qu'elle est championne de l'évasion fiscale et de la fraude à la TVA (4).* Amazon paie proportionnellement beaucoup moins d'impôts que les commerçants. Pour faire face à l'urgence, une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires d'Amazon et des autres profiteurs de la

crise est également indispensable. Elle permettrait dans l'immédiat de financer les mesures de préservation de l'emploi et le fonds de solidarité pour les commerces de proximité."

Contact presse : Paul Froger 07 69 65 57 99

Notes :

1. Depuis le 26 novembre, les mobilisations s'amplifient dans toute la France. Retrouvez [ici la liste des actions réalisées](#) et suivez la journée de mobilisation de ce jour en direct sur stop-amazon.fr
2. lien étude économistes destruction d'emplois
3. [Une fraude massive à la TVA mise au jour dans l'e-commerce](#)

